

- tendance généralisée au dumping de produits en acier sur les marchés d'exportation comme moyen d'accroître l'utilisation de la capacité de production, de maintenir l'emploi et d'obtenir des devises; et
- nécessité d'introduire d'importants programmes de modernisation et de rationalisation de l'industrie de l'acier.

Le rapport souligne également que, même si la consommation sur le marché national de l'acier a progressé depuis 1983, la croissance a été inégale. Pendant que la demande augmentait sensiblement dans le secteur de l'automobile, elle demeurait stagnante dans celui des biens d'équipement. Le secteur du pétrole et du gaz n'est pas revenu aux niveaux antérieurs à cause de la fluctuation des activités. En conséquence, la performance financière de différents fabricants canadiens a été inégale. Peu de producteurs ont retrouvé les niveaux de rentabilité d'avant la récession.

La part des importations sur le marché interne canadien a augmenté, passant de 14,5 % en 1976 à 22,7 % en 1985. Au cours de la même période, les importations en provenance des États-Unis ont conservé une part stable du total des importations (35 % en 1985). En termes absolus, les importations en provenance du Japon, bien que considérables, ont diminué en terme absolu (13 % en 1985), pendant que des expéditions originaires de la CEE augmentaient de façon spectaculaire et que la CEE devenait le principal fournisseur étranger du Canada au cours des deux dernières années (36 % en 1985). La part du marché d'importation détenue par les pays en développement a plus que doublé depuis 1976, mais elle demeure modeste (11 % en 1985).

Contrairement à ce qui se passe dans la plupart des pays européens et des pays en développement, où les programmes de dépenses en capital bénéficient d'un appui massif du gouvernement qui allège le fardeau financier de leurs sociétés, la modernisation de l'industrie canadienne est supportée par le secteur privé. L'industrie a dévoilé des plans de dépenses en capital qui pourraient excéder 2,5 milliard de dollars d'ici 1990. La plus grande partie de ces dépenses est destinée à améliorer la productivité et à réduire le prix de revient plutôt qu'à augmenter la capacité de production. Cela laisse